



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

**OBSERVATOIRE DE LA PARITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

**Marie-Jo ZIMMERMANN**

*RAPPORTEURE GENERALE*

---

**Elections municipales et cantonales 2008 :**  
**les partis politiques résistent encore**  
**à la parité**

---

**DOSSIER DE PRESSE**

16/04/08

# SOMMAIRE

---

Communiqué de presse p.3

---

## Note de synthèse

---

Elections municipales	p.4
Elections cantonales	p.5
Recommandations de l'Observatoire	p.6

---

## Documents d'information

---

Charte européennes de l'égalité dans les collectivités territoriales	p.7
Statistiques des élections municipales	p.8
Statistiques des élections cantonales	p.19

---

Elections municipales et cantonales 2008 :

### **9 ans après la réforme constitutionnelle, les partis politiques résistent encore à la parité**

**91,5%** d'hommes maires dans les villes de 3 500 habitants et plus...

**86,9%** d'hommes conseillers généraux...

Grace à la loi du 31 janvier 2007, imposant notamment l'élection d'autant d'adjointes que d'adjoints, les conseils municipaux constituent désormais **l'avant-garde démocratique de la révolution paritaire**, en fort contraste avec la lente féminisation des conseils généraux où seulement 13,1% de femmes ont été élues en 2008, contre 10,9% seulement en 2001. Pourtant, avec 83,5% d'hommes investis tête de liste aux élections municipales et 79,1% d'hommes candidats aux cantonales (pour autant de suppléantes), les partis politiques Français continuent à faire figure de **mauvais élèves tant au niveau européen qu'au niveau international**.

Signalons que des **différences importantes persistent entre les partis de la majorité actuelle et de l'opposition** : Malgré des gestes forts venant du Gouvernement et de la Présidence en matière de parité, l'UMP et le Nouveau Centre ne témoignent d'aucun volontarisme dans ce domaine, dans les villes de 30 000 habitants et plus le pourcentage de femmes maires ne dépasse pas les 8%; alors que du côté des socialistes, dans les villes de la même catégorie, entre 14 et 16 % de femmes ont été élues maires. Résultats pourtant, rappelons le, bien en dessous des objectifs déclarés par la Gauche pendant la campagne électorale. Les élections cantonales ne font que confirmer les craintes affichées par l'Observatoire au moment des dernières modifications électorales. L'introduction d'un ticket mixte entre titulaires et suppléants a été l'occasion de **cantonner les femmes au rôle de suppléante**, quel que soit le parti.

Il reste donc visiblement nécessaire de rappeler aux partis politiques que la modification du 23 juin 1999 de notre Constitution les rend directement responsables d'un nouveau principe républicain : le partage des responsabilités entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des mandats et fonctions électives. Ainsi, force est de constater que **quand la loi n'est pas directement contraignante, les stratégies électorales continuent à primer face au projet démocratique** de l'égalité entre les femmes et les hommes.

#### **Rappel de la loi du 31 janvier 2007<sup>1</sup> :**

La loi introduit quatre nouvelles dispositions dont deux concernent les élections municipales dans les villes de 3 500 habitants et plus :

- Alternance stricte femmes-hommes dans la composition des listes électorales ;
- Obligation de parité sur les listes d'adjoints élus par le conseil municipale.

Et une concerne les élections cantonales :

- Imposant aux candidat-e-s aux élections cantonales de se présenter au côté d'un-e remplaçant-e de l'autre sexe, le remplaçant en cas de décès ou de démission.

---

<sup>1</sup> La loi prévoit également une obligation de parité dans les exécutifs régionaux et augmente la pénalité financière encourue par les partis qui ne respectent pas la parité des investitures lors des élections législatives (75% de l'écart à la moyenne).

## Elections municipales

---

A la suite d'un droit de vote accordé difficilement et tardivement aux femmes, en 1944, l'entrée des femmes dans les conseils municipaux connaît des débuts difficiles (2,4% en 1959 et 1965, 4,4% en 1971). Le pourcentage ayant même baissé en 1959 et 1965 par rapport aux niveaux précédents de la Quatrième République (3,1% en 1947 et 2,9% en 1953). Les modifications du mode de scrutin adoptées par l'ordonnance du 4 février 1959 (**remplacement de la représentation proportionnelle dans les communes de 9 000 habitants et plus par un scrutin plurinominal majoritaire à deux tours** sauf les 12 premières villes de France et Paris) et la loi du 27 juin 1964 (extension du scrutin majoritaire aux grandes villes et à Paris, suppression du panachage dans les communes de 30 000 habitants et plus) ont accentué cette tendance à la baisse avant que le mouvement pour les droits des femmes ne fasse sentir ses effets en 1971.

La politisation des élections municipales, notamment celles de 1977, marquées par la nette victoire de l'union de la gauche et celles de 1983 emportées par la droite, a joué un rôle certain, l'appel aux militantes étant beaucoup plus marqué que par le passé. Les élections suivantes ont vu une progression régulière du nombre de femmes élues conseillères municipales : 8,3% en 1977, 14% en 1983, 17,2% en 1989 et 21,7% en 1995. La loi du 20 novembre 1982, qui modifiait le mode de scrutin applicable aux communes de 3 500 habitants et plus, a permis également d'accroître la proportion de femmes grâce à l'introduction de la **représentation proportionnelle qui est une technique plus favorable que le scrutin uninominal** privilégiant les élus implantés de longue date.

Les résultats des élections municipales de mars 2001 et 2008 marquent donc une évolution sans précédent, puisque le **pourcentage global de femmes conseillères municipales**, toutes communes confondues, est passé de 21,7% en 1995, à 33% en 2001, pour atteindre **35 % en 2008** (Tab. 1). Dans les communes de moins de 3 500 habitants qui constituent 88,8% des communes en France, on ne recense depuis mars que 32,2% de conseillères municipales. L'effet d'entraînement favorable qui avait eu lieu entre 1995 et 2001 (passant de 21 à 30%) n'a visiblement plus cours en 2008 (Tab. 8). Force est donc de constater que quand la loi n'est pas directement contraignante, les avancées de la parité restent limitées. On ne compte désormais **moins d'une femme sur trois dans les conseils municipaux des communes de moins de 3 500 habitants (32,2%) alors que près d'une femme sur deux siège désormais dans les communes de 3 500 habitants et plus (48,5%)**.

La faible augmentation de la proportion de **femmes élues maires** (Tab. 2), **13,8%**, est en relation directe avec le faible pourcentage de femmes têtes de liste, 22,7%. Il est à souligner que le pourcentage de femmes élues maires dans les communes de moins de 3 500 habitants, soit 14,2%, reste plus important que celui des communes de 3 500 habitants et plus, où elles sont seulement 9,6% (Tab. 2 et 3). Seules les villes de **100 000 habitants et plus**, sous les feux des projecteurs médiatiques, présentent une progression symbolique importante puisque **6 villes sur 38 sont désormais dirigées par des femmes**, contre 4 sur 36 en, 2001 : 4 Socialistes, 1 UMP et 1 Verte (Tab. 6).

Au sein des conseils municipaux, **la récente loi du 31 janvier 2007 devrait permettre de réorganiser entièrement une traditionnelle division du travail entre les sexes**. En contraignant désormais également à la parité dans les exécutifs, elle devrait permettre à chacun et chacune de **s'investir dans des domaines et compétences autres** que ceux conventionnellement dévolus soit aux hommes soit aux femmes. Cette Loi n'imposant pas une alternance stricte entre adjoints et adjointes, on remarque pourtant que **36,8 des premiers adjoints sont des femmes** (Tab. 4). Malgré les multiples obstacles qu'elles rencontrent dans l'organisation de leurs différents temps sociaux, voire au sein même de leur conseil municipal, cela constitue un signal fort de la légitimité désormais acquises des femmes dans les affaires municipales on constate que les femmes qui s'investissent en politique prennent aujourd'hui toute leurs places

En ce qui concerne les disparités territoriales concernant le nombre de femmes maires (Tab. 7), si les résultats nationaux sont globalement mauvais et témoignent de la résistance des partis politiques, et des fédérations locales, au véritable partage des responsabilités, **4 départements s'illustrent par leur mauvaise volonté paritaire** : Le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, où l'on compte respectivement 2 villes sur 46 et 1 sur 35 dirigées par des femmes, dans les communes de 3 500 habitants et plus. Les Bouches-du-Rhône et plus encore la Moselle s'illustrent comme les départements les moins féminisés de France, avec respectivement 6,8 et 7,1% de femmes maires seulement, la Moselle faisant également partie des **25 départements où aucune femme n'a été élue maire dans une ville de 3 500 habitants et plus**.

## **Elections cantonales**

---

Rappelons-le, les lois dites sur la parité n'ont pas la possibilité d'être directement contraignantes dans ce mode de scrutin. Pourtant la **loi du 31 janvier 2007** a souhaité mettre en place une mesure considérée comme d'accompagnement au processus paritaire, imposant aux candidat-e-s aux élections cantonales de se présenter au côté **d'un-e remplaçant-e de l'autre sexe**, le remplaçant en cas de décès ou de démission.

Ce dispositif a visiblement conduit à cantonner les femmes aux postes de suppléantes, puisque **79,1% des titulaires investis furent des hommes** en 2008. La suite du mandat et le nombre de suppléantes succédant aux titulaires, cumulards pour la plupart, démissionnaires nous donnera l'occasion du juger si cette mesure est performante pour le processus paritaire.

Au niveau des élections cantonales, le faible pourcentage de femmes investies candidates explique donc le faible pourcentage de femmes élues. Pour le moment nous restons donc très loin de la parité dans les conseils généraux avec **86,9 d'hommes parmi les conseillers** (Tab. 12). La région parisienne se situe nettement au dessus de la moyenne alors que plusieurs conseils généraux du Sud-Ouest sont en dessous. En 2008, on ne trouve encore **aucune femme dans 3 conseils généraux** : l'Ariège, la Haute-Garonne et le Tarn et Garonne, et moins de 5% de femmes dans 15 d'entre eux (Tab. 16).

Lorsque l'effort de féminisation des assemblées élues est laissé à la seule discrétion des formations politiques et des notables locaux, on ne peut que déplorer les trop faibles progrès enregistrés. Progrès plus que timides qu'il s'agisse des candidates ou a fortiori des élues.

A ce rythme là, il faudra attendre plus de 70 ans pour arriver à des conseils généraux paritaires.

## Recommandations

---

Le rapport de l'Observatoire « 2001, l'Odyssée paritaire » repose sur le bilan d'un programme de rencontres et d'auditions d'élues locales. Il constitue le **volet qualitatif de l'évaluation de l'application des Lois dites « sur la parité »**. En collaboration avec les mairies, les associations et le milieu de la recherche universitaire, ces rencontres avec les élues municipales ont permis de mieux connaître et évaluer leurs représentations de la politique et des politiques, de comprendre leurs attentes et de les interroger sur une éventuelle suite à leur aventure politique.

Des recommandations permettant de **garantir l'avancée du principe d'égalité entre les femmes et les hommes** émergent de ces consultations et s'adressent de manière complémentaire à la gouvernance nationale dans ce qui relève des réformes institutionnelles, aux partis politiques concernant leur mission constitutionnelle de favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions électives et plus particulièrement aux futur-e-s maires, au sujet du respect de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'administration de leur conseil municipal :

### Aux partis politiques :

---

#### Accompagner la parité grâce à de nouveaux statuts :

- Respecter une parité tant qualitative que quantitative, au travers des responsabilités confiées aux femmes et aux hommes dans les partis ;
- Inciter à un renouvellement paritaire des élu-e-s sortants lors des nouvelles investitures;
- Promouvoir à la charte européenne de l'égalité dans les collectivités locales auprès des élu-e-s

### Au Premier ministre :

---

#### Extension du principe paritaire :

- Limiter le cumul des mandats dans le temps et dans l'espace ;
- Etendre les modes de désignation paritaire aux communautés d'agglomération ;

**Moderniser le statut de l'élu** pour permettre une meilleure articulation entre vie personnelle, vie professionnelle et engagement politique :

- Favoriser un aménagement des conditions et du temps de travail professionnel notamment pour les adjoint-e-s ;
- Revaloriser le montant des indemnités des élu-e-s dans les municipalités ;
- Valider les acquis de l'expérience des élu-e-s en fin de mandats, dans le cadre de la formation continue.

# **Charte européenne de l'égalité dans les collectivités territoriales :**

---

Le 12 mai 2006, le Conseil des Communes et Région d'Europe ([www.ccre.org](http://www.ccre.org)) a lancé une **Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale**, qui incite les dirigeants locaux et régionaux d'Europe à s'engager à prendre des mesures concrètes en faveur de l'égalité hommes/femmes. 544 villes et régions de 12 pays européens différents en sont à ce jour signataires, dont 35 en France :

*Aigueblanche, Althen des Paluds, Aubignan, Azay le Rideau, Barsac, Besançon, Chateauneuf du Rhône, Civrieux, Corps Nuds, Dijon (communauté d'agglomération du Grand Dijon), Duclair, Echirolles, Evry Grégy sur Yerres, Montchanin, Nantes, Nolay, Paris, Puteaux, Rennes, Saint Jean de la Ruelle, Sainte Florine, Sceaux, Vif, Charente (département), Finistère (département), Gard (département), Isère (département), Martinique (département), Saône et Loire (département), Bourgogne (région), Bretagne (région), Champagne Ardennes (région), Midi Pyrénées (région), Pays de la Loire (région), Picardie (région).*

## **PRINCIPES DE LA CHARTE**

---

### **1. L'égalité des femmes et des hommes constitue un droit fondamental.**

Ce droit doit être mis en œuvre par les exécutifs locaux et régionaux dans tous les domaines où s'exercent leurs responsabilités, ce qui inclut leur obligation d'éliminer toutes les formes de discrimination, qu'elles soient directes ou indirectes.

### **2. Afin d'assurer l'égalité des femmes et des hommes, les discriminations multiples et les obstacles doivent être pris en compte**

Les discriminations multiples et les préjugés, outre ceux concernant le sexe, fondés sur la race, la couleur, les origines ethniques et sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge, l'orientation sexuelle ou le statut économique-social doivent être pris en compte pour traiter de l'égalité des femmes et des hommes.

### **3. La participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision est un préalable de la société démocratique**

Le droit à l'égalité des femmes et des hommes requiert que les autorités locales et régionales prennent toutes les mesures et adoptent toutes les stratégies appropriées pour promouvoir une représentation et une participation équilibrées des femmes et des hommes dans toutes les sphères de la prise de décision.

### **4. L'élimination des stéréotypes sexués est indispensable pour l'instauration de l'égalité des femmes et des hommes**

Les autorités locales et régionales doivent promouvoir l'élimination des stéréotypes et des obstacles sur lesquels se fondent les inégalités du statut et de la condition des femmes, et qui conduisent à l'évaluation inégale des rôles des femmes et des hommes en matière politique, économique, sociale et culturelle.

### **5. Intégrer la dimension du genre dans toutes les activités des collectivités locales et régionales est nécessaire pour faire avancer l'égalité des femmes et des hommes**

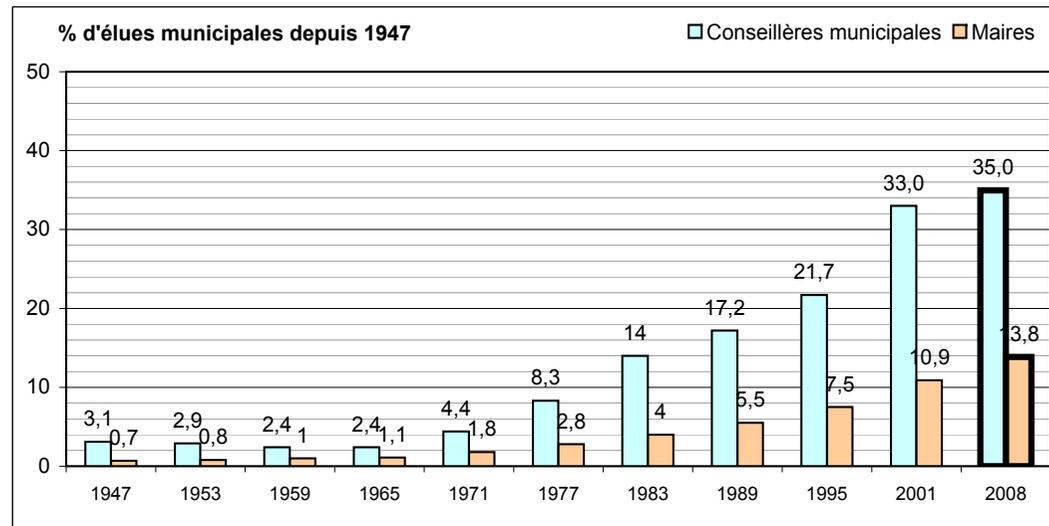
La dimension du genre doit être prise en compte dans l'élaboration des politiques, des méthodes et des instruments qui affectent la vie quotidienne de la population locale - par exemple au moyen des techniques de l'intégration du genre dans toutes les politiques et de la prise en considération du genre dans l'élaboration et l'analyse des budgets. A cette fin, l'expérience de la vie locale des femmes, y compris leurs conditions d'existence et de travail, doivent être analysées et prises en compte.

### **6. Des plans d'action et des programmes adéquatement financés sont des outils nécessaires pour faire avancer l'égalité des femmes et des hommes**

Les exécutifs locaux et régionaux doivent élaborer des plans d'action et des programmes, avec les moyens et les ressources, tant financiers qu'humains, nécessaires à leur mise en œuvre.

**Tab. 1 : Elues municipales depuis 1947**

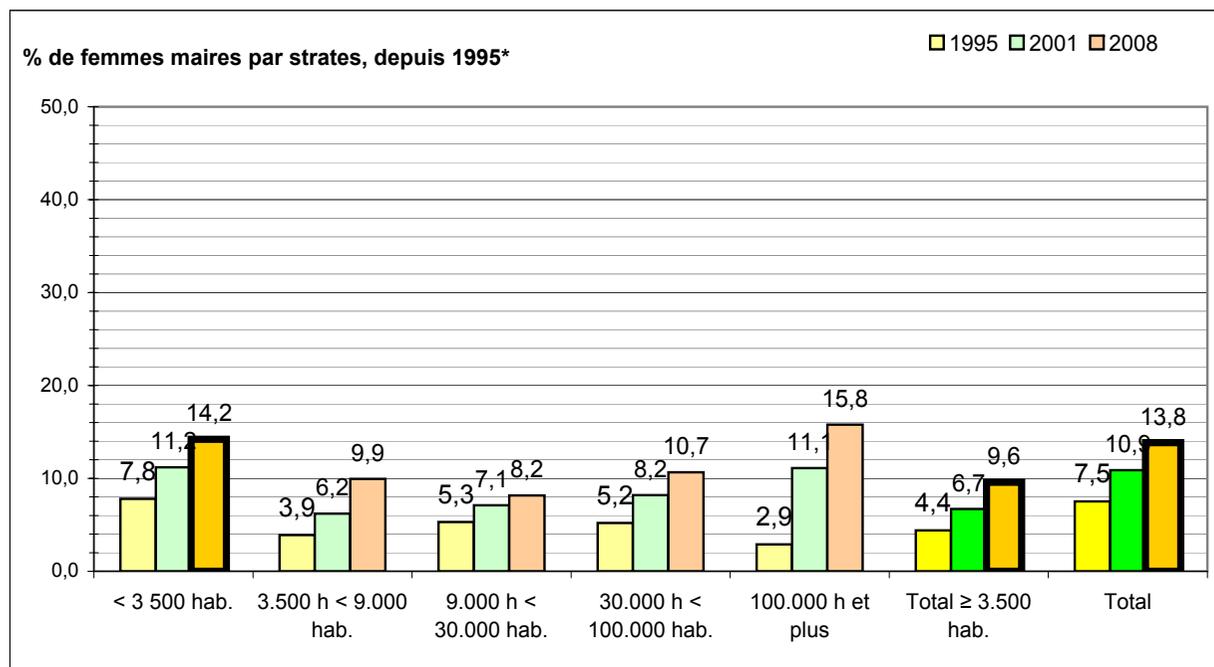
Date de l'élection	Conseillères municipales			Maires		
	Total	F	% F	Total	F	% F
19 et 26 octobre 1947	477 565	14 889	3,1	-	-	0,7
26 avril et 3 mai 1953	479 648	13 832	2,9	-	-	0,8
8 et 15 mars 1959	470 487	11 246	2,4	37 854	381	1
14 et 21 mars 1965	470 714	11 145	2,4	37 818	421	1,1
14 et 21 mars 1971	466 682	20 684	4,4	37 598	677	1,8
13 et 20 mars 1977	459 745	38 304	8,3	36 441	1 018	2,8
6 et 13 mars 1983	501 591	70 155	14	36 433	1 445	4
12 et 19 mars 1989	503 070	86 549	17,2	36 540	1 998	5,5
12 et 18 juin 1995	497 208	107 979	21,7	36 555	2 751	7,5
11 et 18 mars 2001	474 020	156 393	33,0	36 709	3 998	10,9
9 et 16 mars 2008	519 417	181 608	<b>35,0</b>	35147*	4866*	<b>13,8</b>



\*\* : estimations sur 96,1% des communes, soit 1421 communes non renseignées de moins de 3 500h.

**Tab. 2 : % de femmes maires par strates, depuis 1995\***

Strates de population	1995			2001			2008		
	Total	F	% F	Total	F	% F	Total**	F	% F
< 3 500 hab.	34 115	2 644	<b>7,8</b>	34 054	3 814	<b>11,2</b>	32 455	4 608	<b>14,2</b>
3.500 h < 9.000 hab.	1 513	59	3,9	1 638	102	6,2	1 721	171	9,9
9.000 h < 30.000 hab.	701	37	5,3	727	51	7,1	736	60	8,2
30.000 h < 100.000 hab.	191	11	5,2	196	24	8,2	197	21	10,7
100.000 h et plus	35	1	2,9	36	4	11,1	38	6	15,8
Total ≥ 3.500 hab.	2 440	107	<b>4,4</b>	2 587	173	<b>6,7</b>	2 692	258	<b>9,6</b>
Total	36 555	2 751	<b>7,5</b>	36 641	3 987	<b>10,9</b>	35 147	4 866	<b>13,8</b>



\* : France métropolitaine

\*\* : estimations sur 96,1% des communes, soit 1421 communes non renseignées de moins de 3 500h.



Premier ministre

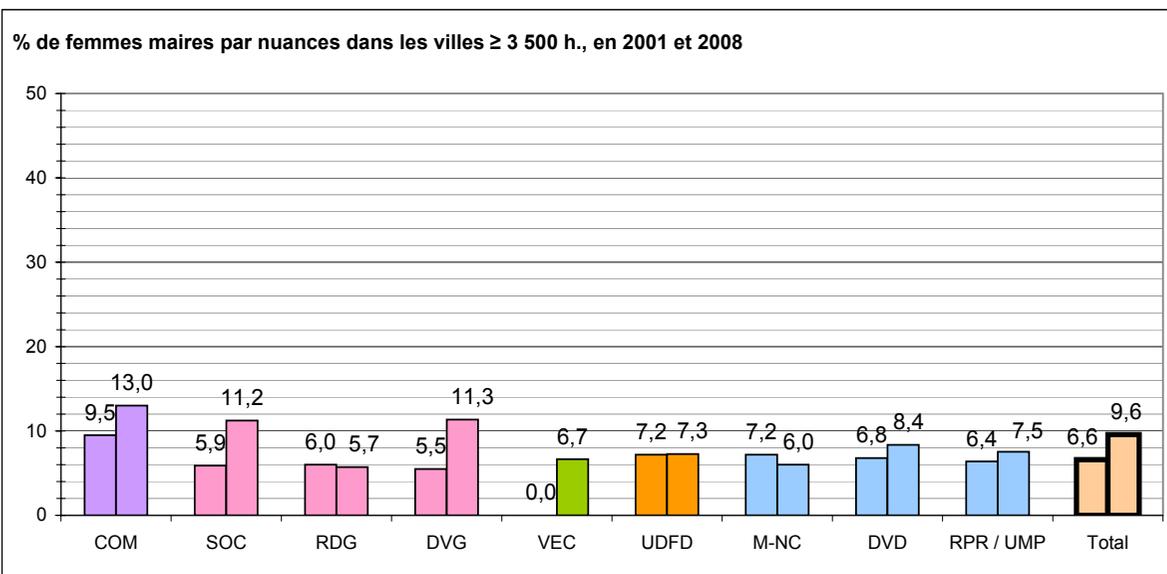
Observatoire de la parité  
16/04/08

Tab. 3 : % de femmes maires par nuances et strates, en 2008\*

Nuances	2001		2008	
	< 3 500 h	≥ 3 500 h.	< 3 500 h**	≥ 3 500 h.
EXG	15,8	0,0	14,3	0,0
COM	5,6	9,5	7,3	13,0
SOC	7,2	5,9	9,9	11,2
RDG	4,2	6,0	8,9	5,7
DVG	12,8	5,5	15,2	11,3
VEC	7,5	0,0	19,6	6,7
UDFD	7,5	7,2	6,8	7,3
M-NC			14,4	6,0
DVD	12,1	6,8	14,1	8,4
RPR / UMP	6,8	6,4	9,9	7,5
DL	8,6	5,2		
RPF	6,2	7,1		
FN	14,3	50,0	25,0	0,0
ECO	14,5	16,7	13,5	0,0
REG	13,2	0,0	5,2	0,0
AUT	18,1	7,1	18,0	9,1
<b>Total</b>	<b>11,2</b>	<b>6,6</b>	<b>14,2</b>	<b>9,6</b>

\* France métropolitaine

\*\* : estimations sur 96,1% des communes, soit 1421 communes non renseignées de moins de 3 500h.

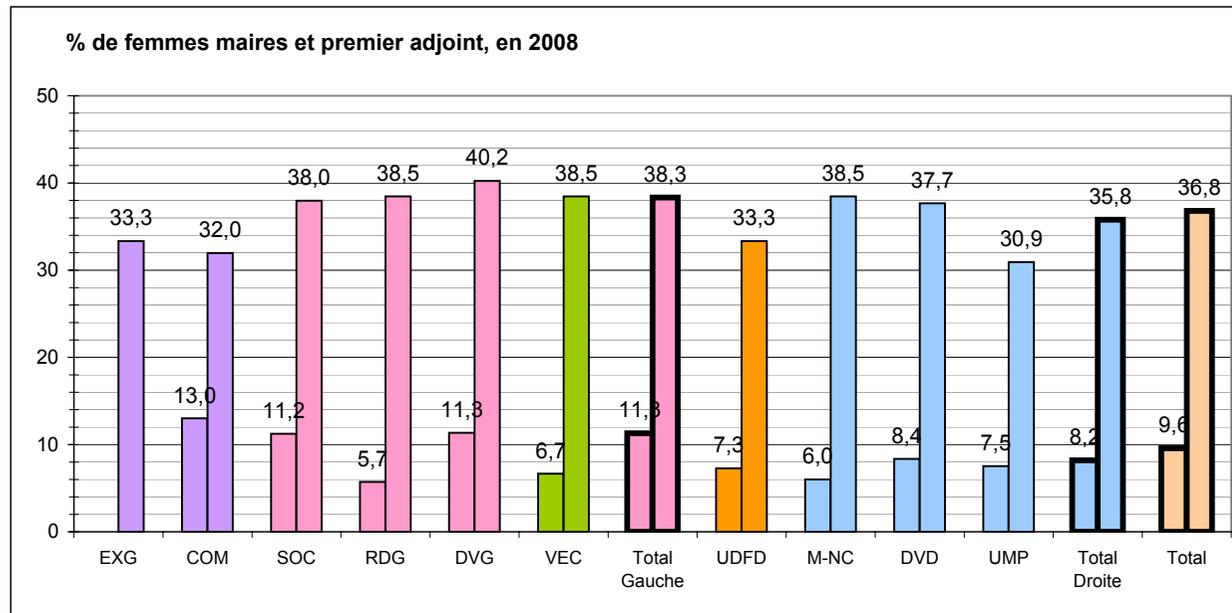


**Tab. 4 : % de femmes maires et premier adjoint par nuances, en 2008\***

Nuances	Maires			Premier adjoint**		
	Total	F	% F	Total	F	% F
EXG				3	1	33,3
COM	169	22	13,0	122	39	32,0
SOC	819	92	11,2	511	194	38,0
RDG	35	2	5,7	13	5	38,5
DVG	326	37	11,3	512	206	40,2
VEC	15	1	6,7	13	5	38,5
<b>Total Gauche</b>	<b>1 364</b>	<b>154</b>	<b>11,3</b>	<b>1 174</b>	<b>450</b>	<b>38,3</b>
UDFD	55	4	7,3	36	12	33,3
M-NC	50	3	6,0	26	10	38,5
DVD	610	51	8,4	791	298	37,7
UMP	597	45	7,5	320	99	30,9
<b>Total Droite</b>	<b>1 257</b>	<b>103</b>	<b>8,2</b>	<b>1 137</b>	<b>407</b>	<b>35,8</b>
ECO	2	0	0,0	3	0	0,0
REG	3	0	0,0	5	0	0,0
AUT	11	1	9,1	31	9	29,0
<b>Total</b>	<b>2 692</b>	<b>258</b>	<b>9,6</b>	<b>2 386</b>	<b>878</b>	<b>36,8</b>

\* France métropolitaine

\*\* : estimations sur 88,6% des communes, soit 306 communes non renseignées





Premier ministre

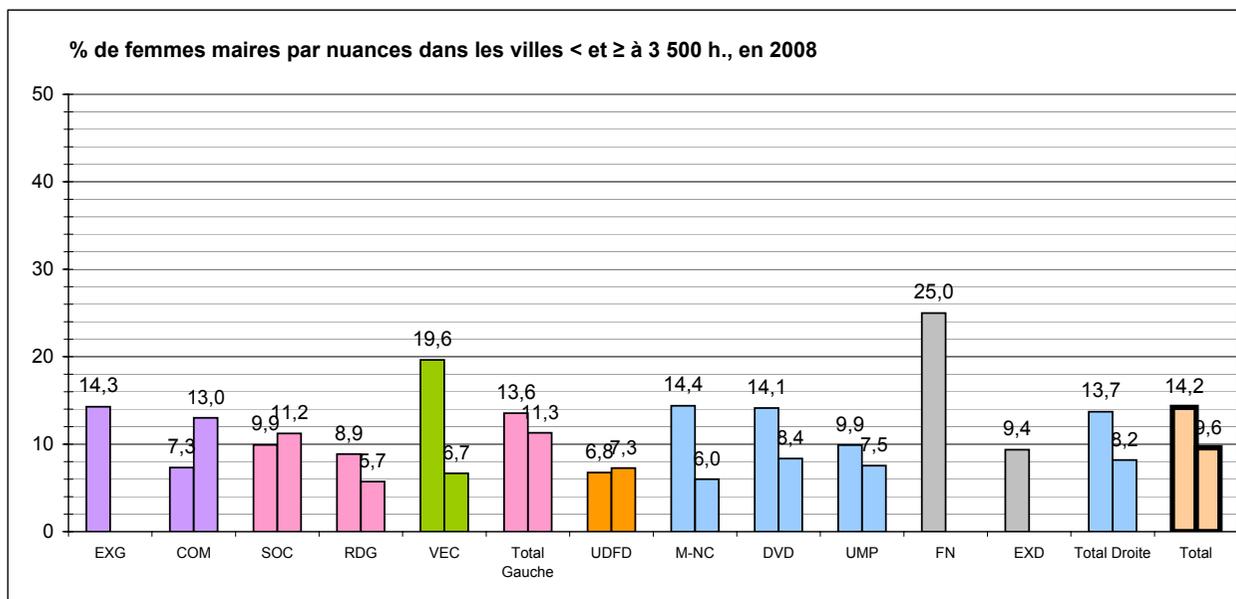
Observatoire de la parité  
16/04/08

Tab. 5 : % de femmes maires par nuances et strates, en 2008\*

Nuances	< 3 500 h**			≥ 3 500 h.		
	Total	F	% F	Total	F	% F
EXG	21	3	14,3			
COM	423	31	7,3	169	22	13,0
SOC	2 280	226	9,9	819	92	11,2
RDG	214	19	8,9	35	2	5,7
DVG	7 020	1 067	15,2	326	37	11,3
VEC	56	11	19,6	15	1	6,7
Total Gauche	10 014	1 357	13,6	1 364	154	11,3
UDFD	296	20	6,8	55	4	7,3
M-NC	132	19	14,4	50	3	6,0
DVD	15 337	2 169	14,1	610	51	8,4
UMP	1 788	177	9,9	597	45	7,5
FN	8	2	25,0			
EXD	32	3	9,4			
Total Droite	17 297	2 370	13,7	1 257	103	8,2
ECO	52	7	13,5	2	0	0,0
REG	58	3	5,2	3	0	0,0
AUT	4 738	851	18,0	11	1	9,1
Total	32 455	4 608	14,2	2 692	258	9,6

\* France métropolitaine

\*\* : estimations sur 96,1% des communes, soit 1421 communes non renseignées de moins de 3 500h.

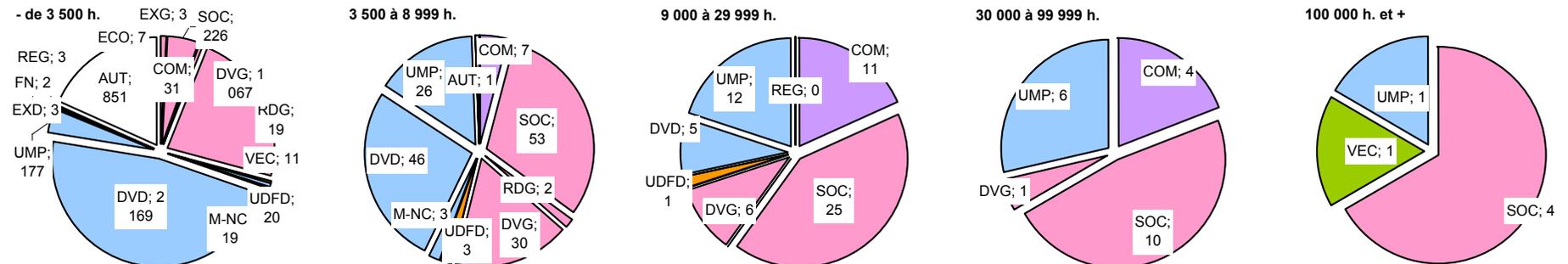


Tab. 6 : % de femmes maires par nuances et strates détaillées, en 2008\*

Nuances	< 3 500 h.**			3 500 à 8 999 h.			9 000 à 29 999 h.			30 000 à 99 999 h.			100 000 h. et plus		
	Total	F	% F	Total	F	% F	Total	F	% F	Total	F	% F	Total	F	% F
EXG	21	3	14,3												
COM	423	31	7,3	82	7	8,5	62	11	17,7	25	4	16,0			
SOC	2 280	226	9,9	461	53	11,5	262	25	9,5	71	10	14,1	25	4	16,0
RDG	214	19	8,9	27	2	7,4	6	0	0,0	2	0	0,0			
DVG	7 020	1 067	15,2	260	30	11,5	55	6	10,9	11	1	9,1			
VEC	56	11	19,6	12	0	0,0	2	0	0,0				1	1	100,0
Total Gauche	10 014	1 357	13,6	842	92	10,9	387	42	10,9	109	15	13,8	26	5	19,2
UDFD	296	20	6,8	36	3	8,3	12	1	8,3	7	0	0,0			
M-NC	132	19	14,4	25	3	12,0	15	0	0,0	9	0	0,0	1	0	0,0
DVD	15 337	2 169	14,1	494	46	9,3	110	5	4,5	6	0	0,0			
UMP	1 788	177	9,9	309	26	8,4	211	12	5,7	66	6	9,1	11	1	9,1
FN	8	2	25,0												
EXD	32	3	9,4												
Total Droite	17 593	2 390	13,6	864	78	9,0	348	18	5,2	88	6	6,8	12	1	8,3
ECO	52	7	13,5	2	0	0,0									
REG	58	3	5,2	3	0	0,0									
AUT	4 738	851	18,0	10	1	10,0	1	0	0,0						
Total*	32 455	4 608	14,2	1 721	171	9,9	736	60	8,2	197	21	10,7	38	6	15,8

\* France métropolitaine

\*\* : estimations sur 96,1% des communes, soit 1421 communes non renseignées de moins de 3 500h.



Tab. 7 : % de Femmes maires par strates et départements, en 2008\*

Code	Départements	< 3 500 h.**			≥ 3 500 h.			% F Total
		Total	F	% F	Total	F	% F	
1	Ain	301	44	14,6	31	3	9,7	14,2
2	Aisne	790	114	14,4	13	1	7,7	14,3
3	Allier	306	57	18,6	14	0	0,0	17,8
4	Alpes-de-Haute-Provence	192	26	13,5	6	0	0,0	13,1
5	Hautes-Alpes	171	29	17,0	3	1	33,3	17,2
6	Alpes-Maritimes	36	5	13,9	37	2	5,4	9,6
7	Ardèche	282	36	12,8	12	0	0,0	12,2
8	Ardennes	413	53	12,8	11	1	9,1	12,7
9	Ariège	326	45	13,8	5	0	0,0	13,6
10	Aube	419	72	17,2	10	0	0,0	16,8
11	Aude	421	51	12,1	12	0	0,0	11,8
12	Aveyron	294	33	11,2	10	0	0,0	10,9
13	Bouches-du-Rhône	43	2	4,7	75	6	8,0	6,8
14	Calvados	670	112	16,7	29	3	10,3	16,5
15	Cantal	251	29	11,6	4	0	0,0	11,4
16	Charente	375	58	15,5	16	0	0,0	14,8
17	Charente-Maritime	426	67	15,7	26	3	11,5	15,5
18	Cher	216	28	13,0	10	0	0,0	12,4
19	Corrèze	274	44	16,1	7	2	28,6	16,4
21	Côte-d'Or	677	112	16,5	17	2	11,8	16,4
22	Côtes-d'Armor	346	46	13,3	27	5	18,5	13,7
23	Creuse	251	44	17,5	3	0	0,0	17,3
24	Dordogne	537	67	12,5	12	0	0,0	12,2
25	Doubs	537	76	14,2	21	2	9,5	14,0
26	Drôme	191	21	11,0	25	1	4,0	10,2
27	Eure	641	100	15,6	19	1	5,3	15,3
28	Eure-et-Loir	377	57	15,1	19	1	5,3	14,6
29	Finistère	209	36	17,2	52	6	11,5	16,1
30	Gard	304	39	12,8	37	1	2,7	11,7
31	Haute-Garonne	530	73	13,8	51	5	9,8	13,4
32	Gers	447	64	14,3	8	0	0,0	14,1
33	Gironde	453	75	16,6	65	9	13,8	16,2
34	Hérault	286	36	12,6	53	5	9,4	12,1
35	Ille-et-Vilaine	295	38	12,9	55	6	10,9	12,6
36	Indre	234	32	13,7	8	0	0,0	13,2
37	Indre-et-Loire	1	0	0,0	28	3	10,7	10,3
38	Isère	449	79	17,6	65	6	9,2	16,5
39	Jura	524	81	15,5	8	0	0,0	15,2
40	Landes	312	49	15,7	18	4	22,2	16,1
41	Loir-et-Cher	296	46	15,5	26	3	11,5	15,2
42	Loire	274	42	15,3	13	1	7,7	15,0
43	Haute-Loire	239	37	15,5	10	1	10,0	15,3
44	Loire-Atlantique	279	39	14,0	37	5	13,5	13,9
45	Loiret	145	20	13,8	68	13	19,1	15,5
46	Lot	329	52	15,8	6	2	33,3	16,1
47	Lot-et-Garonne	296	42	14,2	16	1	6,3	13,8
48	Lozère	177	18	10,2	2	0	0,0	10,1
49	Maine-et-Loire	312	55	17,6	30	2	6,7	16,7
50	Manche	581	102	17,6	17	0	0,0	17,1
51	Marne	512	82	16,0	17	1	5,9	15,7
52	Haute-Marne	374	49	13,1	5	1	20,0	13,2
53	Mayenne	250	43	17,2	11	0	0,0	16,5
54	Meurthe-et-Moselle	550	72	13,1	43	4	9,3	12,8
55	Meuse	422	67	15,9	7	1	14,3	15,9
56	Morbihan	216	27	12,5	44	3	6,8	11,5
57	Moselle	674	52	7,7	55	0	0,0	7,1
58	Nièvre	298	60	20,1	11	3	27,3	20,4
59	Nord	502	75	14,9	149	10	6,7	13,1
60	Oise	661	101	15,3	32	2	6,3	14,9
61	Orne	434	66	15,2	10	0	0,0	14,9
62	Pas-de-Calais	790	70	8,9	102	12	11,8	9,2
63	Puy-de-Dôme	442	71	16,1	28	2	7,1	15,5
64	Pyrénées-Atlantiques	513	39	7,6	32	5	15,6	8,1

65	Hautes-Pyrénées	460	62	13,5	10	0	0,0	13,2
66	Pyrénées-Orientales	194	29	14,9	26	3	11,5	14,5
67	Bas-Rhin	479	40	8,4	46	2	4,3	8,0
68	Haut-Rhin	342	28	8,2	35	1	2,9	7,7
69	Rhône	227	35	15,4	66	10	15,2	15,4
70	Haute-Saône	535	77	14,4	7	0	0,0	14,2
71	Saône-et-Loire	545	81	14,9	25	2	8,0	14,6
72	Sarthe	355	51	14,4	20	0	0,0	13,6
73	Savoie	285	38	13,3	19	3	15,8	13,5
74	Haute-Savoie	246	32	13,0	41	5	12,2	12,9
75	Paris				1	0	0,0	0,0
76	Seine-Maritime	692	96	13,9	50	3	6,0	13,3
77	Seine-et-Marne	440	80	18,2	72	11	15,3	17,8
78	Yvelines	182	32	17,6	80	11	13,8	16,4
79	Deux -Sèvres	291	50	17,2	12	1	8,3	16,8
80	Somme	766	88	11,5	15	3	20,0	11,7
81	Tarn	309	31	10,0	14	1	7,1	9,9
82	Tarn-et-Garonne	188	17	9,0	7	2	28,6	9,7
83	Var	101	14	13,9	52	4	7,7	11,8
84	Vaucluse	119	13	10,9	32	3	9,4	10,6
85	Vendée	252	28	11,1	30	2	6,7	10,6
86	Vienne	265	39	14,7	16	1	6,3	14,2
87	Haute-Vienne	185	33	17,8	16	3	18,8	17,9
88	Vosges	493	60	12,2	21	3	14,3	12,3
89	Yonne	444	95	21,4	10	0	0,0	20,9
90	Territoire-de-Belfort	96	13	13,5	6	1	16,7	13,7
91	Essonne	116	18	15,5	78	13	16,7	16,0
92	Hauts-de-Seine	1	0	0,0	35	4	11,4	11,1
93	Seine-Saint-Denis				40	7	17,5	17,5
94	Val-de-Marne	1	0	0,0	46	4	8,7	8,5
95	Val-d'Oise	123	27	22,0	62	3	4,8	16,2
2A	Corse-du-Sud	122	16	13,1	2	0	0,0	12,9
2B	Haute-Corse	228	28	12,3	7	1	14,3	12,3
	Total	32455	4608	14,2	2692	258	9,6	13,8

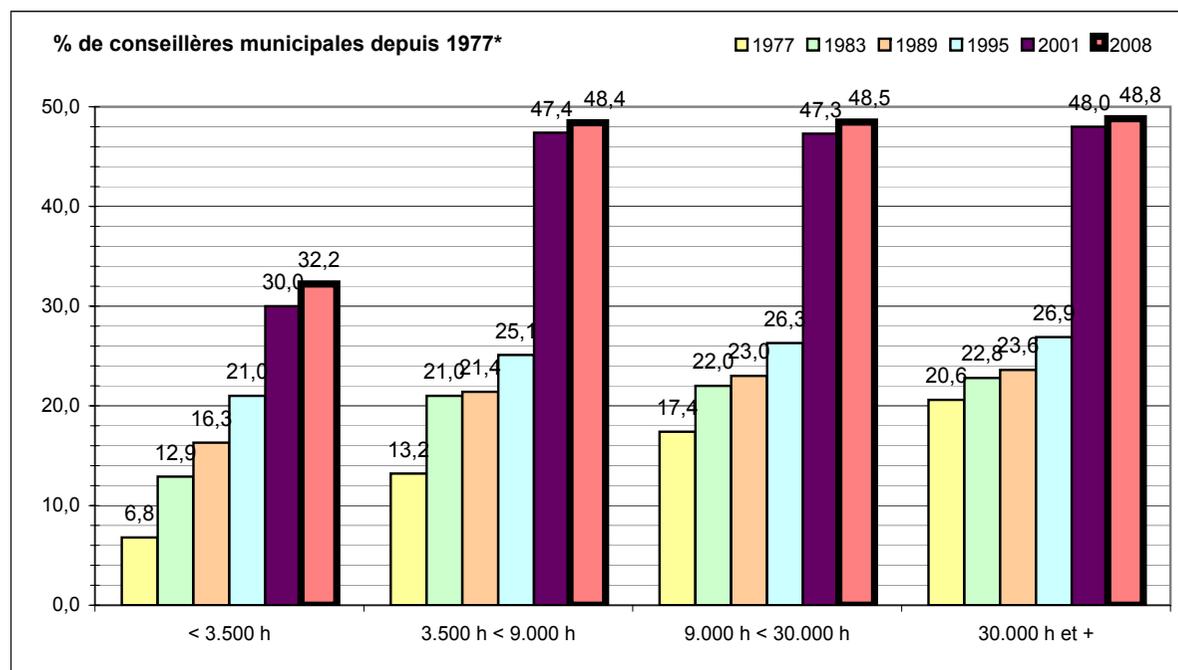
\* France métropolitaine

\*\* : estimations sur 96,1% des communes, soit 1421 communes non renseignées de moins de 3 500h.

**Tab. 8 : % de conseillères municipales par strate démographique, depuis 1977**

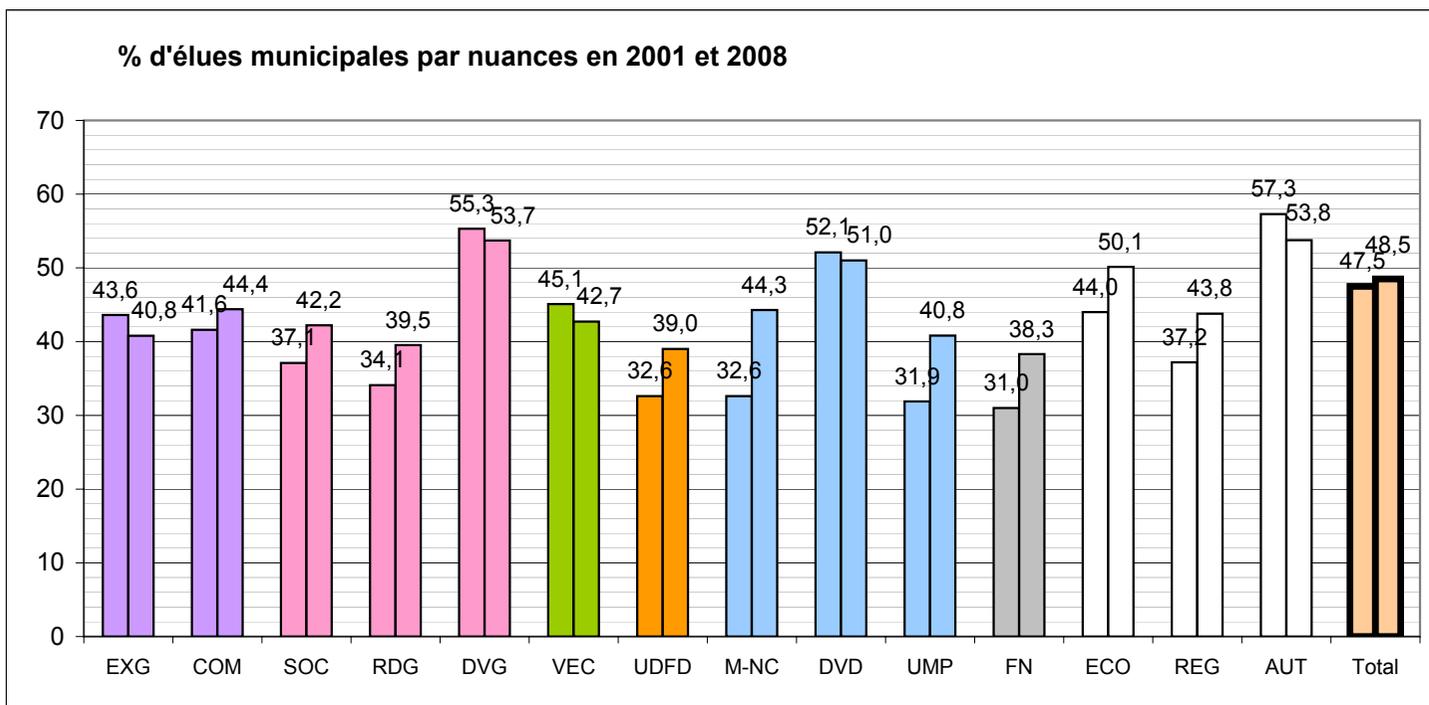
Strates de population	1977	1983	1989	1995	2001	2008
< 3.500 h	6,8	12,9	16,3	21,0	30,0	<b>32,2</b>
3.500 h < 9.000 h	13,2	21,0	21,4	25,1	47,4	<b>48,4</b>
9.000 h < 30.000 h	17,4	22,0	23,0	26,3	47,3	<b>48,5</b>
30.000 h et +	20,6	22,8	23,6	26,9	48,0	<b>48,8</b>

\* : France métropolitaine



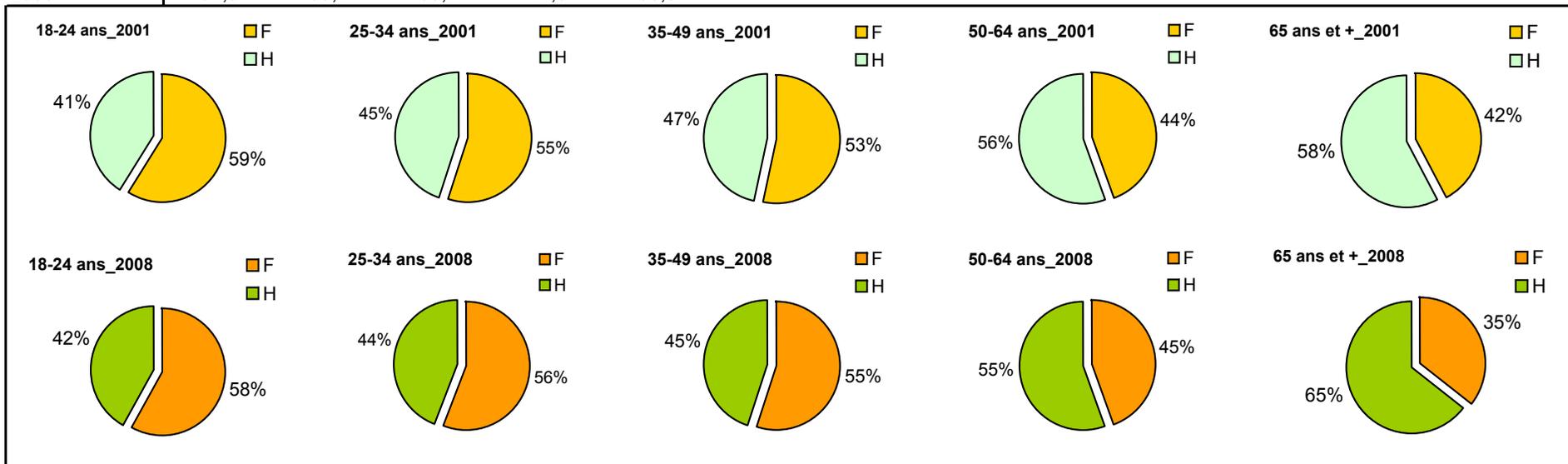
**Tab. 9 : % de conseillères municipales par nuances dans les villes ≥ 3 500 h.**

Nuances	2001	2008
EXG	43,6	40,8
COM	41,6	44,4
SOC	37,1	42,2
RDG	34,1	39,5
DVG	55,3	53,7
VEC	45,1	42,7
UDFD	32,6	39,0
M-NC		44,3
DVD	52,1	51,0
UMP	31,9	40,8
FN	31,0	38,3
ECO	44,0	50,1
REG	37,2	43,8
AUT	57,3	53,8
Total	47,5	48,5



**Tab. 10 : % de conseillères municipales par tranches d'âge**

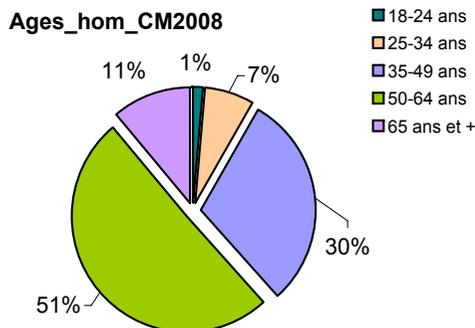
Années	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +
2001	58,9	55,1	53,2	44,4	42,3
2008	57,9	55,7	55,1	44,6	35,5



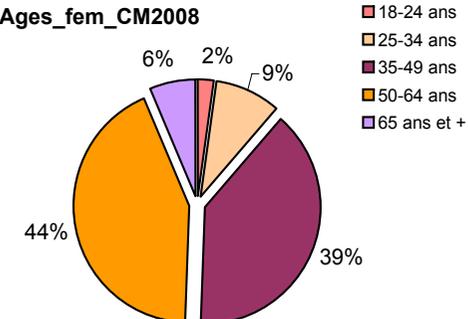
**Tab. 11 : % de conseillères municipales par tranches d'âge en 2008**

Âges	Total	Hommes	Femmes	% F
18-24 ans	2 573	1 082	1 491	57,9
25-34 ans	11 683	5 170	6 513	55,7
35-49 ans	49 853	22 385	27 468	55,1
50-64 ans	67 846	37 607	30 239	44,6
65 ans et +	12 762	8 233	4 529	35,5
<b>Total</b>	<b>144 717</b>	<b>74 477</b>	<b>70 240</b>	<b>48,5</b>
Âges moyens	56,2	56,6	53,8	

**Âges\_hom\_CM2008**



**Âges\_fem\_CM2008**





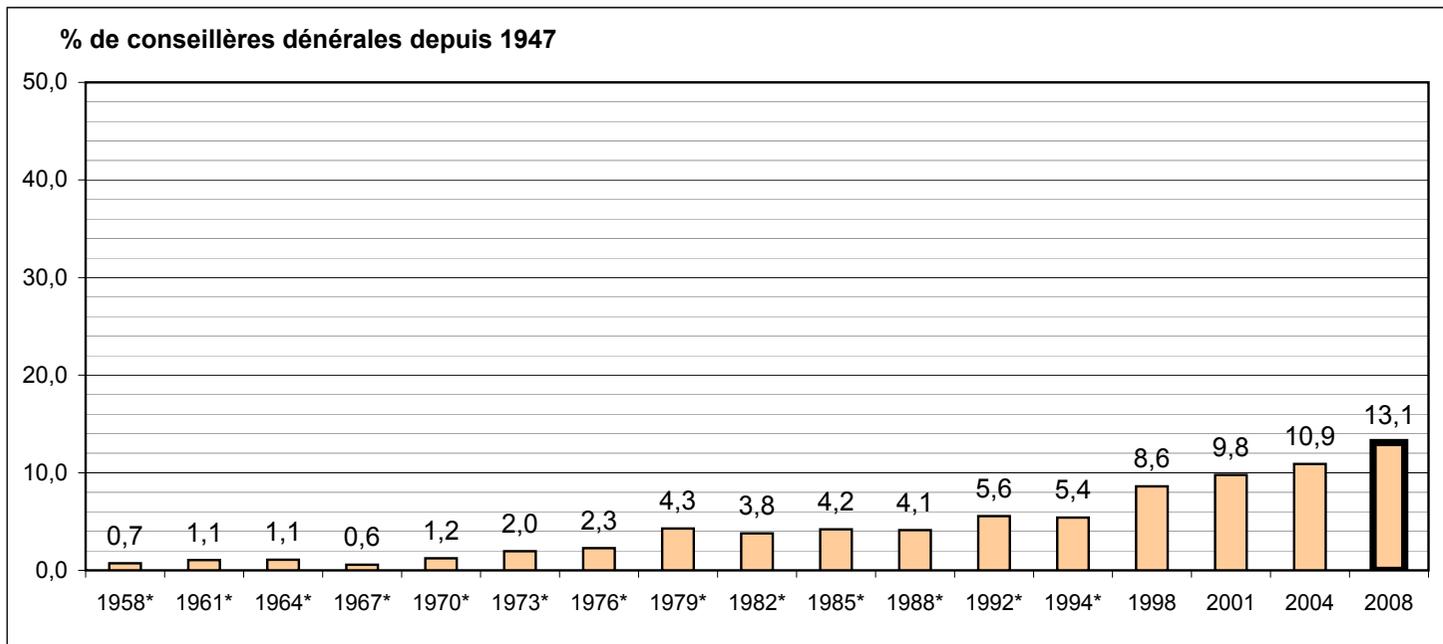
Premier ministre

Observatoire de la parité  
16/04/08

Tab. 12 : % de conseillères générales depuis 1947

Date de l'élection	Total	F	% F
20 et 27 avril 1958*	1 512	11	0,7
4 et 11 mars 1961*	1 504	16	1,1
8 et 15 mars 1964*	1 562	17	1,1
21 septembre et 1 <sup>er</sup> octobre 1967*	1 710	10	0,6
8 et 15 mars 1970*	1 609	21	1,2
23 et 30 septembre 1973*	1 926	38	2,0
7 et 14 mars 1976*	1 801	41	2,3
18 et 25 mars 1979*	1 776	76	4,3
14 et 21 mars 1982*	1 945	74	3,8
10 et 17 mars 1985*	1 954	82	4,2
25 septembre et 2 octobre 1988*	1 936	80	4,1
22 et 29 mars 1992*	1 945	108	5,6
20 et 27 mars 1994*	1 922	104	5,4
15 et 22 mars 1998	2 045	175	8,6
10 et 18 mars 2001	1 932	189	9,8
15 et 22 mars 2004	2 034	222	10,9
9 et 16 mars 2008	2 020	264	13,1

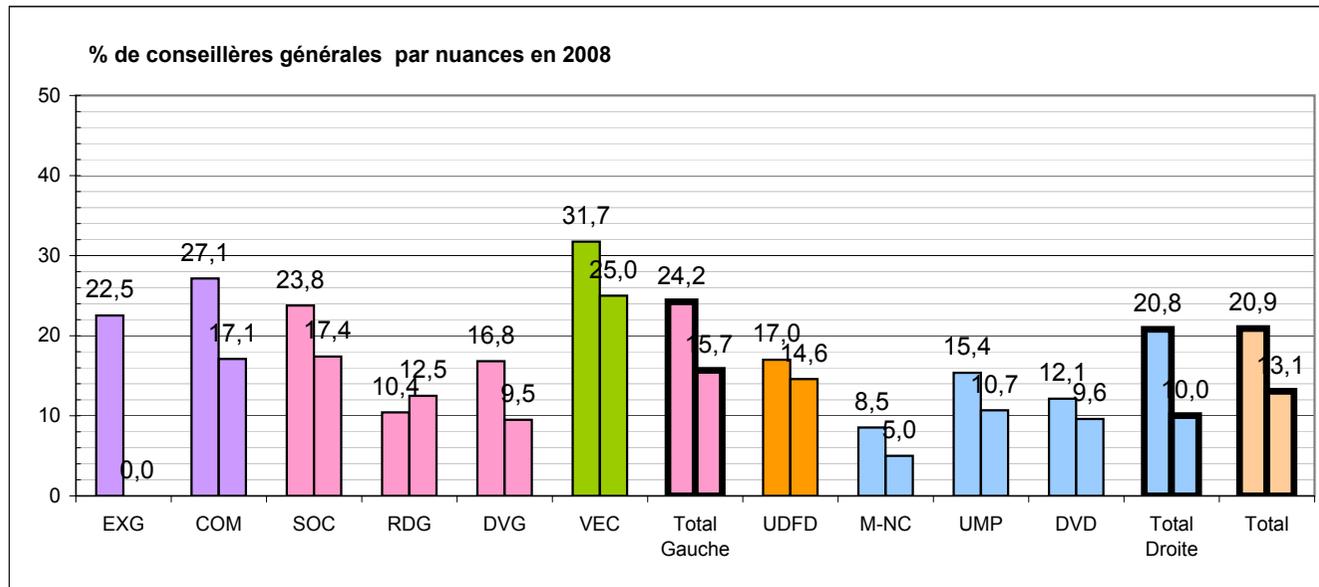
\* : France métropolitaine



Sources : Observatoire de la parité, ministère de l'intérieur, 04/2008.

**Tab. 13 : % de conseillères générales investies et élues par nuances, en 2008**

Nuances	Investies			Elues		
	Total	F	% F	Total	F	% F
EXG	111	25	22,5	1	0	0,0
COM	1 271	345	27,1	117	20	17,1
SOC	1 430	340	23,8	655	114	17,4
RDG	115	12	10,4	48	6	12,5
DVG	684	115	16,8	200	19	9,5
VEC	504	160	31,7	12	3	25,0
<b>Total Gauche</b>	<b>4 115</b>	<b>997</b>	<b>24,2</b>	<b>1 033</b>	<b>162</b>	<b>15,7</b>
UDFD	535	91	17,0	48	7	14,6
M-NC	117	10	8,5	40	2	5,0
UMP	1 197	184	15,4	514	55	10,7
DVD	1 121	136	12,1	354	34	9,6
<b>Total Droite</b>	<b>7 589</b>	<b>1 578</b>	<b>20,8</b>	<b>908</b>	<b>91</b>	<b>10,0</b>
ECO	53	15	28,3	1	1	100,0
REG	89	13	14,6	5	0	0,0
AUT	199	34	17,1	25	3	12,0
<b>Total</b>	<b>8 520</b>	<b>1 780</b>	<b>20,9</b>	<b>2 020</b>	<b>264</b>	<b>13,1</b>



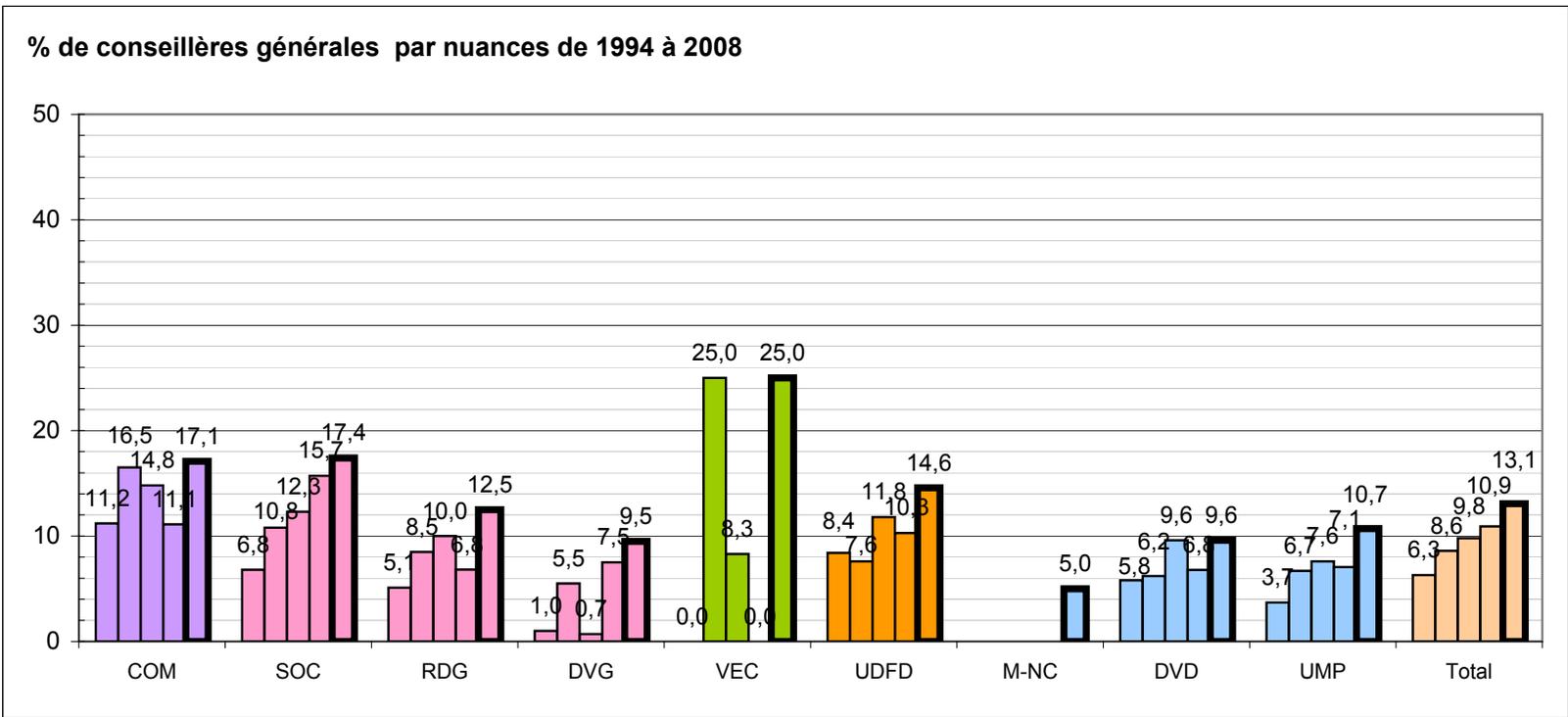


Premier ministre

Observatoire de la parité  
16/04/08

**Tab. 14 : % de conseillères générales de 1994 à 2008**

Nuances	1994	1998	2001	2004	2008
EXG	0,0	0,0	0,0	25,0	0,0
COM	11,2	16,5	14,8	11,1	17,1
SOC	6,8	10,8	12,3	15,7	17,4
RDG	5,1	8,5	10,0	6,8	12,5
DVG	1,0	5,5	0,7	7,5	9,5
VEC	0,0	25,0	8,3	0,0	25,0
UDFD	8,4	7,6	11,8	10,3	14,6
M-NC					5,0
DVD	5,8	6,2	9,6	6,8	9,6
UMP	3,7	6,7	7,6	7,1	10,7
Total	6,3	8,6	9,8	10,9	13,1



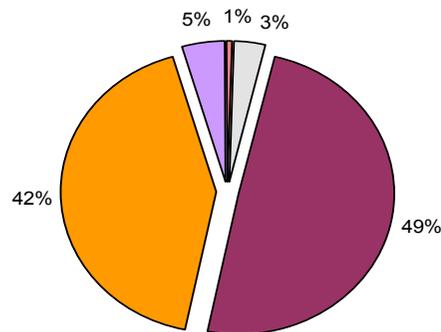
Sources : Observatoire de la parité, ministère de l'intérieur, 04/2008.

Observatoire de la parité  
16/04/08

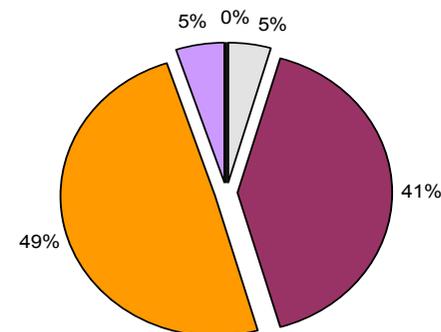
**Tab. 15 : % de conseillers généraux par tranches d'âge, de 1998 à 2008**

Ages	1998				2004				2008			
	Total	Hommes	Femmes	% F	Total	Hommes	Femmes	% F	Total	Hommes	Femmes	% F
18-24 ans	4	3	1	25,0	0	0	0	0,0	2	2	0	0,0
25-34 ans	47	41	6	12,8	63	53	10	15,9	44	35	9	20,5
35-49 ans	787	701	86	10,9	552	461	91	16,5	373	306	67	18,0
50-64 ans	1 018	944	74	7,3	1 225	1 115	110	9,0	1 258	1 098	160	12,7
65 ans et +	189	181	8	4,2	194	183	11	5,7	343	315	28	8,2
<b>Total</b>	<b>2 045</b>	<b>1 870</b>	<b>175</b>	<b>8,6</b>	<b>2 034</b>	<b>1 812</b>	<b>222</b>	<b>10,9</b>	<b>2 020</b>	<b>1 756</b>	<b>264</b>	<b>13,1</b>
<b>Ages moyens</b>	<b>52,8</b>	<b>53,0</b>	<b>50,0</b>		<b>54,3</b>	<b>54,6</b>	<b>51,3</b>		<b>56,2</b>	<b>56,6</b>	<b>53,8</b>	

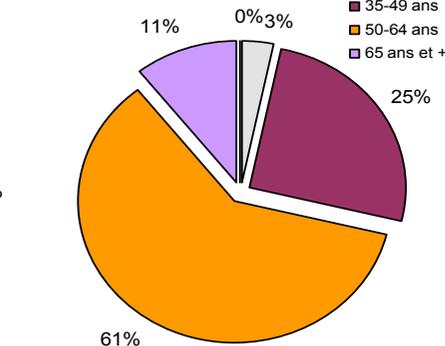
Ages\_fem\_Cant1998



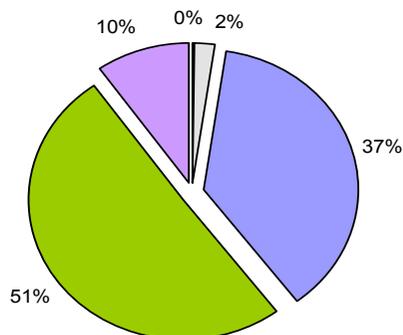
Ages\_fem\_Cant2004



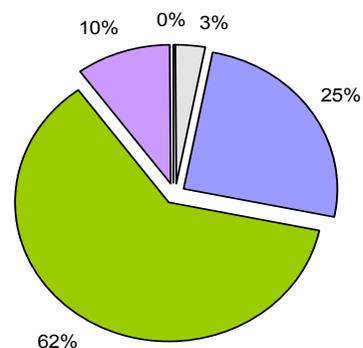
Ages\_fem\_Cant2008



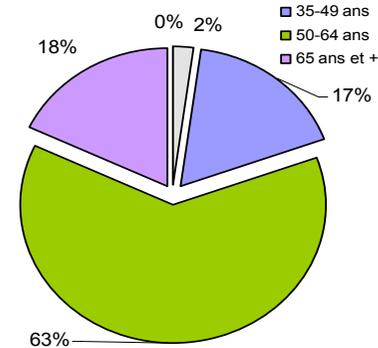
Ages\_hom\_Cant1998



Ages\_hom\_Cant2004



Ages\_hom\_Cant2008





	<b>EXG</b> : Candidat-e-s de l'extrême gauche, notamment Parti Anarchiste Révolutionnaire, Les Alternatifs, Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Lutte Ouvrière (LO), Parti des Travailleurs (PT), Solidarité écologie gauche alternative (SEGA), Parti humaniste
	<b>COM</b> : Candidat-e-s du Parti Communiste Français (PCF)
	<b>SOC</b> : Candidat-e-s du Parti Socialiste (PS)
	<b>RDG</b> : Candidat-e-s du Parti Radical de Gauche (PRG)
	<b>DVG</b> : Candidat-e-s divers gauche, notamment Mouvement Républicain et Citoyen (MRC)
	<b>VEC</b> : Candidat-e-s des Verts
	<b>UDFD</b> : Candidat-e-s de l'UDF-Mouvement Démocrate
	<b>M-NC</b> : Candidat-e-s se réclamant des pôles du centre (notamment le Nouveau Centre) et de gauche (notamment Gauche Moderne et Les Progressistes) de la majorité présidentielle
	<b>UMP</b> : Candidat-e-s de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP)
	<b>DVD</b> : Candidat-e-s divers droite notamment Alternative Libérale, Centre National des Indépendants et Paysans (lorsqu'ils ne sont pas soutenus par l'UMP), Debout la République, Forum des Républicains Sociaux (lorsqu'ils ne sont pas soutenus par l'UMP), Parti Radical valoisien (lorsqu'ils ne sont pas soutenus par l'UMP), Mouvement pour la France (MPF)
	<b>FN</b> : Candidat-e-s du Front National (FN)
	<b>EXD</b> : Candidat-e-s de l'extrême droite notamment Mouvement National Républicain (MNR), Alsace d'abord, Force française
	<b>ECO</b> : Candidat-e-s écologistes autres que Les Verts, notamment Confédération des Ecologistes Indépendants (CEI), Génération Ecologie-Les Bleus, Le Trèfle-Les Nouveaux Ecologistes Homme-Nature-Animaux, Mouvement Ecologiste Indépendant (MEI)
	<b>REG</b> : Candidat-e-s régionalistes, autonomistes et indépendantistes
	<b>AUT</b> : Courants divers notamment antifiscalistes (Rassemblement des Contribuables Français), inclassables (Concordat citoyen 2, La France en action, Parti Blanc, Solidarité et Progrès, Union des Mouvements pour la Démocratie, Plateforme 2007), royalistes (Alliance Royale), religieux (Parti des musulmans de France), socioprofessionnels (Parti des socioprofessionnels), Chasse Pêche Nature Traditions (CPNT)